

Cependant, qu'a fait la Commission? Tout en reconnaissant ce rapport traditionnel, elle a déclaré que les enseignants ne recevraient pas d'augmentation. Ceci représente une contradiction complète avec l'énoncé du Livre blanc et je suis heureux de constater que certains libéraux hochent la tête en guise d'approbation. J'espère qu'ils vont se prononcer sur ce point.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Non seulement le gouvernement présente un programme injuste et inapplicable, si l'on s'en réfère au Livre blanc, aux mesures qui l'ont suivi, et aux applications qu'en fait la Commission de lutte contre l'inflation, mais la Commission prend en plus des décisions sans aucun rapport avec les règles que le gouvernement a lui-même fixées.

Le programme ne vaut rien et il est inapplicable. Je n'irai pas réitérer les arguments que mes collègues et moi avons déjà avancés pour le prouver.

**Une voix:** N'en jetez plus, la coupe est pleine!

**M. Broadbent:** Je comprends fort bien, le député dit qu'il en a assez entendu. Je ne vais pas répéter ces arguments. Qu'il sache cependant qu'aussi longtemps que les députés d'en face occuperont l'autre côté de la Chambre, nous serons malheureusement obligés de nous répéter, et que nos propositions ne seront pas appliquées aussi longtemps qu'ils occuperont ces places.

**M. Korchinski:** Il n'a pas de discours, il ne sait pas quoi dire.

**M. Broadbent:** Il faut rejeter ce programme injuste et irréalisable pour les raisons que moi-même et d'autres députés de mon parti avons exposées dès la première lecture du bill. Il n'est pas valable en raison de sa structure interne, et surtout par rapport au problème national de l'inflation. Il n'est pas valable parce qu'il ne propose aucune mesure sur le prix des logements, de l'énergie et de l'alimentation. Au Canada, l'inflation s'est manifestée dans ces secteurs; or, la Chambre n'y a consacré aucun débat.

Il me paraît extraordinaire que, pendant toutes leurs interventions sur le bill C-73, les partisans du gouvernement n'aient jamais souligné qu'au cours des trois dernières années, 65 p. 100 de notre inflation ont touché le logement, l'alimentation et l'énergie. Les députés d'en face ne nous ont jamais dit les intentions du gouvernement à l'égard de ces trois secteurs. Au contraire, le gouvernement propose un programme qui, fondamentalement, est à son avantage; tout économiste le reconnaît. Le programme ne vise que les salariés. On pourrait avancer qu'ils sont peut-être à l'origine du problème.

Il semblerait que le gouvernement ait retourné sa veste depuis juillet 1974 pour prouver que les augmentations des traitements et des salaires sont les principaux coupables de l'inflation. Or, nous ne possédons point de statistiques à ce sujet. Le gouvernement ne peut nullement justifier une telle affirmation. Je dis qu'ils ne l'ont pas fait, car ils savent qu'ils ne peuvent présenter les preuves. Elles n'existent pas.

Si vous regardez les rapports de l'OCDE ou les chiffres publiés par Statistique Canada, les hausses des prix et des

### *Anti-inflation—Loi*

salaires sont inférieures à la hausse du coût de la vie. Le gouverneur de la Banque du Canada et d'autres l'ont dit, mais le ministre ne cherche même pas à répondre à cette objection.

● (2130)

D'autre part, étant donné notre position commerciale, encore un de ses arguments préférés, le gouvernement prétend que nos prix ne seront plus concurrentiels sur les marchés mondiaux. La réalité ne vient guère confirmer ces affirmations. Nos principaux partenaires commerciaux ont en effet enregistré des hausses de salaire plus élevées que chez nous.

Le gouvernement ne peut justifier son programme. Il s'attaque directement aux salariés, mais tout prouve qu'au Canada les salariés n'ont pas eu de hausse de salaire plus élevée que dans les autres pays commerçants. En ce qui concerne l'inflation au Canada, les salariés ont suivi les hausses du coût de la vie, surtout dans le domaine de l'alimentation, du logement et de l'énergie. Ils n'ont pas provoqué l'inflation.

Le gouvernement a présenté son programme aux Canadiens et, à mon avis, c'est parce que l'ancien ministre des Finances a décidé de tout lâcher juste avant le jour de l'Action de grâce. Dieu seul connaît ses raisons et je ne veux pas me perdre en vaines conjectures. Les Canadiens ont demandé un gouvernement avec du leadership. Ils ont dit: Où est l'homme qui a été élu en 1974 et qui a dit que seuls les libéraux auraient ce leadership? Même majoritaires, les libéraux ont commencé à sentir que 99 p. 100 des Canadiens étaient mécontents. Il leur a fallu de juillet 1974 à septembre 1975 pour s'en apercevoir. Le premier ministre (M. Trudeau) a alors déclaré: «Nous ferions mieux d'agir. Turner nous a lâchés et les gens sont mécontents, nous aurions donc intérêt à faire un geste symbolique. Nous ne pouvons refaire le coup de la loi sur les mesures de guerre parce que les gens du Québec ne causent pas les problèmes d'il y a cinq ans». Même s'il s'agissait d'une injustice grotesque à l'époque, l'affaire avait un aspect symbolique. Il a donc présenté un programme qui ne changera pas un iota aux prises de décisions des sociétés au Canada.

Il veut que l'économie américaine nous sorte de l'impasse. Elle va être relancée les 12 prochains mois et nous en récolterons les bienfaits dans les domaines du chômage et de l'inflation. Il a dit: «Accrochons-nous à un programme qui ne changera pas la prise de décisions des sociétés mais qui touchera directement les salaires». Il a fait une apparition symbolique à la télévision en disant aux gens qu'il est temps de faire des sacrifices. Il a cru avoir vraiment donné l'impression que c'était vrai. A mon avis, c'est une comédie; c'est un geste entièrement politique qui, à part la réglementation des traitements et des salaires, n'a absolument aucune portée économique. Encore une fois, le parti libéral mise sur les Américains pour nous tirer d'affaire.

J'aimerais faire un autre commentaire avant de terminer, monsieur l'Orateur. Les grands adversaires organisés de cette mesure législative à l'extérieur de la Chambre des communes ont été les syndicats. A mon avis, ils ont eu tout à fait raison. Le programme exempte les sociétés de tout contrôle effectif de leurs prix, et tous les consommateurs le savent. Les syndicats ont eu raison de le dire. A mon avis, ils ont aussi eu raison de signaler qu'ils n'allaient pas être les principales victimes à en souffrir. Ils vont obtenir leurs 10 ou 12 p. 100 mais, monsieur l'Orateur, ils ne regroupent que 35 p. 100 des travailleurs au Canada.